

INSTITUT
DE LA STATISTIQUE
DU QUÉBEC

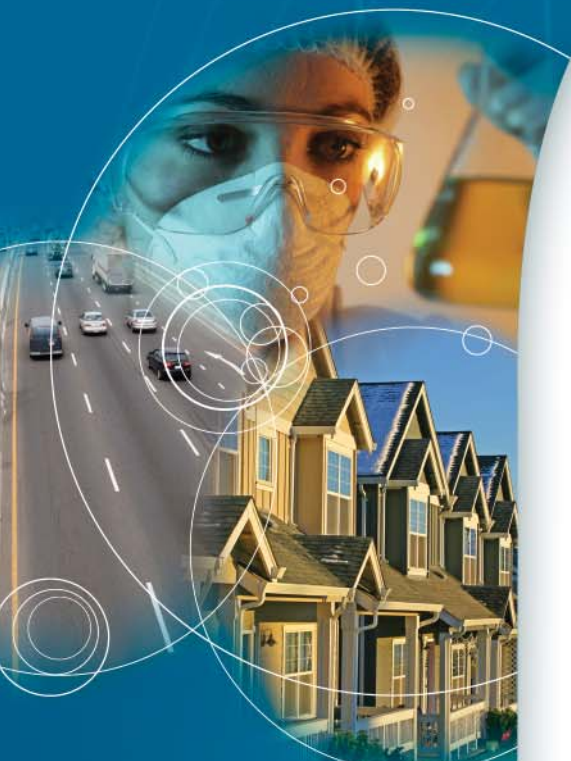
www.stat.gouv.qc.ca

RÉGIONS

Bulletin statistique régional

Édition 2010

CRÉ – Longueuil



Équipe de rédaction :

Jean Berselli	Stéphane Crespo	Jean-François Lachance
Raymond Beullac	Claude Fortier	Pierre Lachance
Danielle Bilodeau	Jean-François Fortin	Stéphane Ladouceur
Sophie Brehain	Marc Gignac	Guillaume Marchand
Pierre Cambon	Jean-Marc Kilolo-	Mario Ringuette
Francine Chercuitte	Malambwe	Martine St-Amour

Avec l'assistance technique de :

Marie-Ève Cantin	Hugo Leblanc
Fanny Desrochers	Amélie Martins

Révision linguistique :

Esther Frève	Nicole Descroisselles
--------------	-----------------------

Sous la coordination de :

Pierre Cambon	Stéphane Ladouceur
---------------	--------------------

Sous la direction de :

Yrène Gagné

Nos coordonnées :

Institut de la statistique du Québec
200, chemin Ste-Foy, 3e étage
Québec (Québec), G1R 5T4

Téléphone : 418 691-2411
Sans frais : 1-800-463-4090
Télécopieur : 418 643-4129
Courriel : regions@stat.gouv.qc.ca

Visitez notre site Web :

www.stat.gouv.qc.ca

Crédits de la page frontispice :

© iStockphoto.com / Amanda Rohde / Victor Kapas / Devin Allphin,
photographes

Signes conventionnels

..	Donnée non disponible	n	Nombre
...	N'ayant pas lieu de figurer	\$	En dollars
–	Néant ou zéro	k	En milliers
—	Données infime	M	En millions
p	Donnée provisoire	G	En milliards
r	Donnée révisée	g	Gramme
e	Donnée estimée	kg	Kilogramme
F	Donnée peu fiable	t	Tonne métrique
x	Donnée confidentielle		

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives Canada
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
4^e trimestre 2010
ISSN 1712-2066 (version imprimée)
ISSN 1715-6971 (en ligne)

© Gouvernement du Québec, Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction est interdite sans l'autorisation du gouvernement
du Québec
www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

Décembre 2010

Table des matières

Territoire	2
Démographie	3
Marché du travail	7
Comptes économiques	8
Produit intérieur brut	8
Revenu personnel	10
Exportations	12
Industrie manufacturière	13
Investissements et permis de bâtir	15
Investissements	15
Permis de bâtir	16
Conditions de vie et bien-être	17
Éducation	19
Santé	20
Culture et communications	22
Concepts et définitions	23
Tableaux comparatifs	28

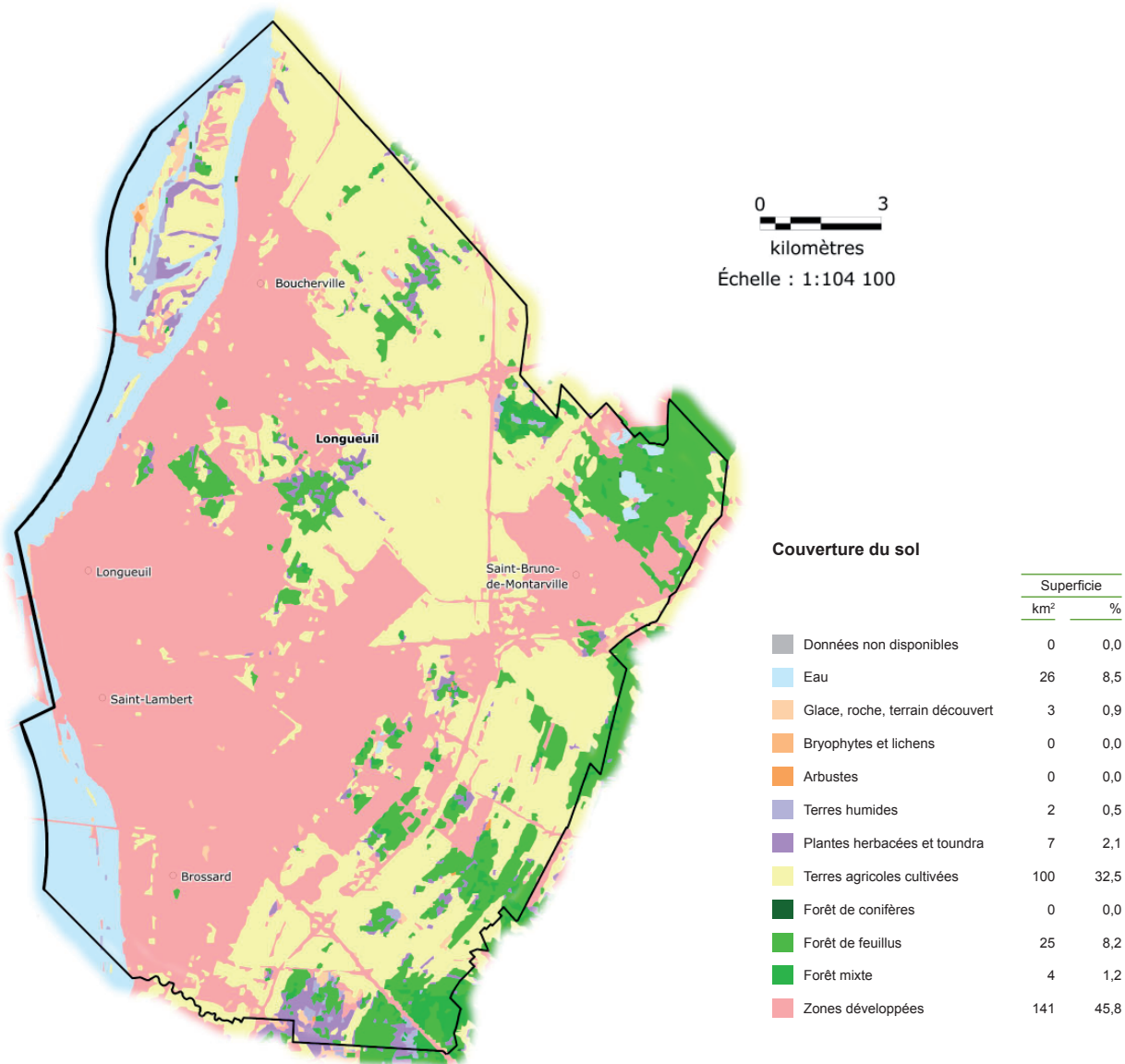
1. Territoire

par Guillaume Marchand, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Le territoire de la Conférence régionale des élus (CRÉ) de Longueuil couvre une superficie de 308 km². Elle est composée de cinq municipalités : Brossard, Saint-Lambert, Boucherville, Saint-Bruno-de-Montarville, Longueuil.

Avec une superficie en terre ferme de 282 km² (91,5 %) pour 399 279 habitants en 2009, la densité de population de Longueuil est de 1 417 hab./km². Par contre, les zones développées couvrent une surface de 141 km² (45,8 %). Ainsi, la densité de la population par rapport aux zones développées est de 2 826 hab./km².

La couverture du sol¹ de Longueuil est composée majoritairement de 141 km² de zones développées (45,8 %), de 100 km² de terres agricoles cultivées (32,5 %) et de 26 km² d'eau (8,5 %). Finalement, les terres humides s'étendent sur 2 km², ce qui représente 0,5 % de la région.



Sources : GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V); ministère des Ressources naturelles et de la Faune.

1. Compte tenu de l'arrondissement des données, il peut arriver que la somme des parties n'égal pas le total. Des informations supplémentaires sur les différentes catégories de couverture du sol sont également disponibles dans la section concepts et définitions.

2. Démographie

par Jean-François Lachance, Direction des statistiques sociodémographiques

La croissance démographique de la CRÉ – Longueuil s'est intensifiée sensiblement entre 1996 et 2009, mais le rythme d'accroissement demeure plutôt modeste par rapport à celui de la Montérégie. Une augmentation soutenue du nombre de naissances alimente la croissance, mais les migrations internes lui sont défavorables depuis le début des années 2000. La CRÉ – Longueuil continue d'attirer un grand nombre de personnes provenant de Montréal, mais en voit beaucoup d'autres se diriger vers les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Évolution de la population

Avec ses 399 300 habitants, la CRÉ – Longueuil représente 28,0 % de la population de la Montérégie et 5,1 % de l'ensemble du Québec.

Tableau 2.1

Population totale et taux d'accroissement annuel moyen, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 1996-2009

	Population au 1 ^{er} juillet				Taux d'accroissement annuel moyen ¹		
	1996	2001	2006	2009 ^p	1996-2001	2001-2006	2006-2009 ^p
	n				pour 1 000		
CRÉ – Longueuil	376 732	379 337	388 826	399 279	1,4	4,9	8,8
Montérégie	1 282 798	1 313 194	1 383 026	1 428 475	4,7	10,4	10,8
Ensemble du Québec	7 246 897	7 396 331	7 631 552	7 828 879	4,1	6,3	8,5

Note : Selon la géographie au 1^{er} juillet 2009.

1. Le taux d'accroissement est calculé par rapport à la population moyenne de la période.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Selon les données les plus récentes, la population de la CRÉ – Longueuil a crû en moyenne à un rythme annuel de 8,8 pour mille entre 2006 et 2009, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne québécoise, mais inférieur à la croissance de la Montérégie dans son ensemble. Au cours des périodes quinquennales précédentes, le taux d'accroissement de la CRÉ était inférieur à la fois à celui du Québec et à celui de la région. Ce taux était de 1,4 pour mille en 1996-2001 et de 4,9 pour mille en 2001-2006, comparativement à 4,7 et 10,4 pour mille pour la Montérégie, respectivement. La croissance récente de la CRÉ – Longueuil est comparable à celle de la CRÉ – Montérégie Est (8,8 pour mille), mais est largement surpassée par celle de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent (15,7 pour mille).

Structure par âge

En 2009, la structure par âge de la CRÉ – Longueuil présente des écarts mineurs avec la moyenne québécoise. L'âge médian – qui sépare la population en deux groupes égaux – y est de 41,9 ans, comparativement à 41,1 ans pour l'ensemble du Québec. La répartition par âge de la CRÉ – Longueuil est comparable à celle du Québec : la part des jeunes de 0 à 19 ans est de 22 %, celle des 20-64 ans est de 63 % et les personnes âgées de 65 ans et plus forment 15 % de la population. Par rapport à l'ensemble de la région, la structure par âge de la CRÉ est un peu plus vieille. En comparaison, l'âge médian de la Montérégie est de 40,7 ans. Les jeunes y sont proportionnellement un peu plus nombreux (23,7 %), tandis que les aînés le sont un peu moins (13,8 %).

Tableau 2.2

Population par grand groupe d'âge et âge médian, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2009^p

	Groupe d'âge								Âge médian
	Total	0-19	20-64	65 et plus	Total	0-19	20-64	65 et plus	
	n				%				
CRÉ – Longueuil	399 279	87 416	251 530	60 333	100,0	21,9	63,0	15,1	41,9
Montérégie	1 428 475	339 061	891 743	197 671	100,0	23,7	62,4	13,8	40,7
Ensemble du Québec	7 828 879	1 739 194	4 919 274	1 170 411	100,0	22,2	62,8	14,9	41,1

Note : Population au 1^{er} juillet.

Source : Statistique Canada, Estimations démographiques (série de février 2010).

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Naissances, décès et accroissement naturel

Au début des années 2000, le nombre de naissances enregistrées dans la CRÉ – Longueuil se maintenait aux alentours de 3 500. En 2009, selon les données provisoires, 3 951 bébés sont nés dans la CRÉ, soit 14 % de plus que les 3 456 naissances de 2004. L'ensemble du Québec a connu une augmentation de 20 % au cours de cette dernière période.

Dans la CRÉ – Longueuil, cette hausse des naissances est attribuable à une augmentation du nombre de femmes dans les groupes d'âge les plus féconds (20-39 ans) et au fait que les femmes ont en moyenne un peu plus d'enfants depuis quelques années. L'indice synthétique de fécondité, qui mesure l'intensité de la fécondité d'une année donnée, est passé de 1,41 enfant par femme en 2004 à 1,57 en 2009. La CRÉ – Longueuil affiche une fécondité inférieure à la fois à la moyenne québécoise de 1,73 enfant par femme en 2009 et à la moyenne régionale qui se chiffre à 1,78.

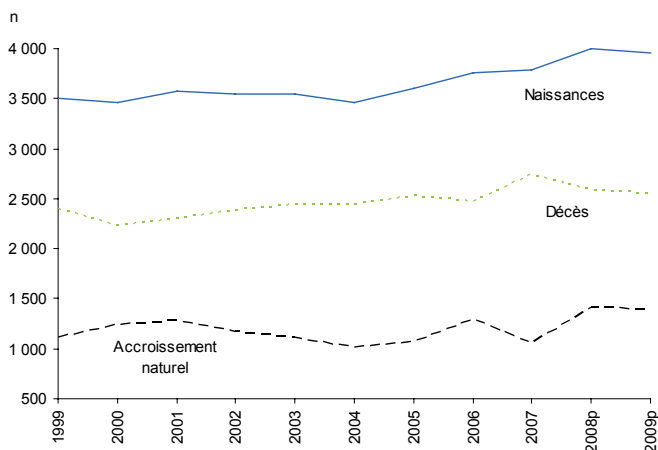
Au cours des années 2000, le nombre annuel de décès a connu une augmentation de faible amplitude et quelque peu irrégulière, surtout au cours des dernières années. En 2009, 2 555 décès sont survenus dans la CRÉ, une hausse de 5 % par rapport aux 2 439 de 2004. Comme l'augmentation du nombre de naissances a été un peu plus importante, l'accroissement naturel, soit l'excédent des naissances sur les décès, s'est légèrement accru. Après s'être maintenu entre 1 000 et 1 300 individus entre 1999 et 2007, il a progressé à environ 1 400 personnes en 2008 et 2009.

Migration interrégionale

Depuis 2001-2002, la CRÉ – Longueuil a été perdante dans ses échanges migratoires avec le reste du Québec. Les pertes migratoires de la CRÉ – Longueuil se sont aggravées jusqu'en 2004-2005, atteignant alors un creux de – 1 530, avant de se résorber graduellement par la suite. En 2008-2009, le solde migratoire n'est quasiment plus négatif, à – 36 personnes.

Le profil migratoire par groupes d'âge démontre qu'en 2008-2009, la CRÉ a réalisé des gains non négligeables chez les 30-49 ans et globalement chez les 0-14 ans. Malgré tout, ces gains n'ont pas réussi à compenser les importantes pertes subies chez les 20-29 ans et les 50-69 ans.

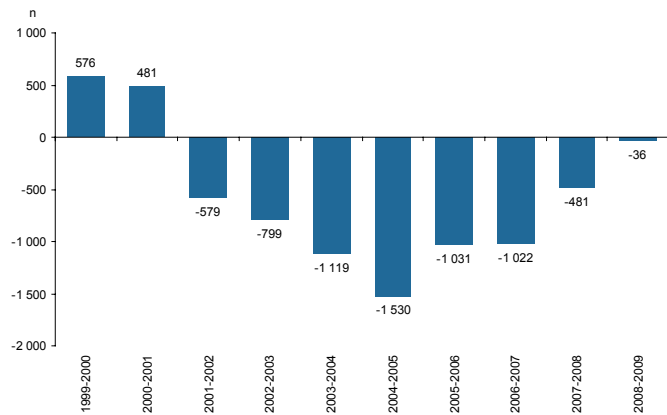
Figure 2.1

Naissances, décès et accroissement naturel, CRÉ – Longueuil, 1999-2009

Source : Institut de la statistique du Québec.

La CRÉ – Longueuil exerce une force d'attraction importante sur les résidents de Montréal, d'où venaient 45 % des entrants en 2008-2009. Montréal est également la destination d'une part importante des individus qui quittent la CRÉ, mais les sortants sont beaucoup moins nombreux que les entrants. En 2008-2009, le déséquilibre des échanges a engendré des gains considérables de 2 413 individus en faveur de la CRÉ – Longueuil. Par contre, les échanges avec les deux autres CRÉ de la Montérégie lui ont été grandement défavorables. Les départs vers ces deux territoires ont été plus nombreux que ceux vers Montréal, tandis que les arrivées ont été moindres. Le déficit de la CRÉ avec le reste de la région est de – 1 612 personnes en 2008-2009. La CRÉ enregistre également des déficits dans ses échanges avec les Laurentides (– 216) et Lanaudière (– 209).

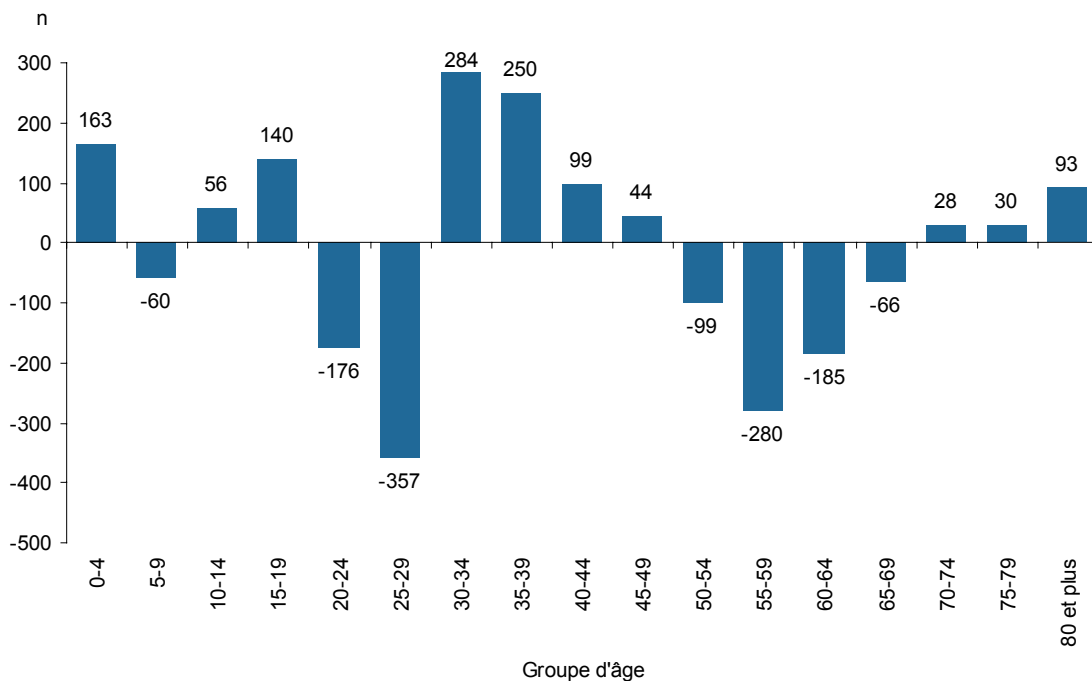
Figure 2.2
Solde migratoire interne, CRÉ – Longueuil, 1999-2000 à 2008-2009



Note : Les données de 2005-2006 à 2007-2008 ont été révisées.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Figure 2.3
Solde migratoire interne selon le groupe d'âge, CRÉ – Longueuil, 2008-2009



Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

Tableau 2.3

Entrants, sortants et solde migratoire interrégional avec chacune des régions administratives, CRÉ – Longueuil, 2008-2009

	Solde	Entrants			Sortants		
		Rang	n	%	Rang	n	%
Bas-Saint-Laurent	- 21	14	87	0,5	14	108	0,6
Saguenay-Lac-Saint-Jean	48	9	188	1,0	12	140	0,7
Capitale-Nationale	- 91	7	394	2,1	7	485	2,6
Mauricie	- 56	10	185	1,0	9	241	1,3
Estrie	- 90	6	438	2,3	6	528	2,8
Montréal	2 413	1	8 333	44,7	2	5 920	31,7
Outaouais	- 77	11	156	0,8	10	233	1,2
Abitibi-Témiscamingue	23	15	82	0,4	16	59	0,3
Côte-Nord	- 4	16	57	0,3	15	61	0,3
Nord-du-Québec	- 7	17	12	0,1	17	19	0,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	- 22	13	90	0,5	13	112	0,6
Chaudière-Appalaches	- 64	12	134	0,7	11	197	1,1
Laval	- 16	5	566	3,0	5	582	3,1
Lanaudière	- 209	3	679	3,6	3	888	4,8
Laurentides	- 216	4	597	3,2	4	813	4,3
Montérégie ¹	- 1 612	2	6 371	34,1	1	7 983	42,7
Centre-du-Québec	- 35	8	287	1,5	8	322	1,7
Total	- 36	...	18 656	100,0	...	18 692	100,0

1. Gains ou pertes nets résultant des échanges migratoires avec les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Note : L'arrondissement des données peut amener un léger écart entre le total et la somme des régions.

Source : Institut de la statistique du Québec, exploitation du Fichier d'inscription des personnes assurées (FIPA) de la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ).

3. Marché du travail

Nombre et taux de travailleurs

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

En 2009, la situation du marché du travail s'améliore dans la CRÉ – Longueuil. Le nombre de travailleurs de 25 à 64 ans a progressé de 0,8 %, ce qui est légèrement supérieur à la moyenne québécoise (+ 0,5 %). Cette hausse est consécutive à l'augmentation du nombre de travailleuses (+ 1,9 %) puisqu'un recul de 0,2 % est noté chez les hommes.

Tableau 3.1

Nombre et taux des travailleurs de 25 à 64 ans, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2008-2009

	Nombre			Taux		
	2008 ^p	2009 ^p	Var. (%) 09/08	2008 ^p	2009 ^p	Var. (%) 09/08
CRÉ – Longueuil	165 632	167 002	0,8	74,0	74,1	0,0
Hommes	84 157	84 016	- 0,2	76,7	75,8	- 0,8
Femmes	81 475	82 986	1,9	71,5	72,3	0,9
Montérégie	609 817	614 416	0,8	76,4	76,2	- 0,2
Hommes	315 602	315 013	- 0,2	79,1	78,4	- 0,7
Femmes	294 215	299 403	1,8	73,6	74,1	0,5
Ensemble du Québec	3 195 858	3 212 724	0,5	72,6	72,5	- 0,1
Hommes	1 668 122	1 662 554	- 0,3	75,5	74,7	- 0,8
Femmes	1 527 736	1 550 170	1,5	69,9	70,5	0,6

Sources : Institut de la statistique du Québec et ministère du Revenu du Québec.

En ce qui a trait au taux de travailleurs, il se place près du niveau de 2008, soit à 74,1 %. Quoique le taux de travailleurs de Longueuil arrive au-dessus de la moyenne du Québec (72,5 %), il se situe en deçà de celui de la Montérégie (76,2 %). Notons, enfin, que le taux de travailleurs des hommes (75,8 %) surpasse celui des femmes (72,3 %).

4. Comptes économiques

4.1 Produit intérieur brut

par Danielle Bilodeau, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2008, le produit intérieur brut (PIB) aux prix de base en dollars courants s'élève à 13,9 G\$ dans la CRÉ – Longueuil, ce qui constitue près de 5 % du PIB du Québec et 31,9 % de celui de la Montérégie. Le PIB de la Montérégie compte lui-même pour 15,4 % du PIB du Québec, ce qui classe cette région au deuxième rang, après Montréal, parmi les régions administratives du Québec.

La croissance économique de la CRÉ – Longueuil en 2008 montre un taux de 0,7 %, soit un rythme de croissance beaucoup plus lent que celui du taux de croissance annuel moyen (TCAM) des quatre dernières années (+ 4,9 %), et un peu en deçà de celui de la croissance enregistrée au Québec en cette année 2008 qui se chiffre à 2,0 %. Au chapitre de la croissance économique en 2008, la CRÉ – Longueuil occupe le troisième et dernier rang parmi les trois territoires de CRÉ de la Montérégie.

Produit intérieur brut par industrie

Les industries des services ont une forte prépondérance dans l'économie de la CRÉ – Longueuil avec un PIB qui atteint 9,7 G\$ en 2008, soit près de 70 % de son activité économique, part semblable à celle qu'on estime à l'échelle du Québec. Cette diversification dans les industries des services amène une stabilité de la croissance dans la région mais, en cette année 2008, ces industries (+ 0,1 %) montent à peine et ce sont plutôt les industries productrices de biens (+ 2,1 %) qui expliquent la croissance. Au cours des quatre dernières années, le TCAM de ces deux secteurs se situe à 4,4 % et 6,2 % respectivement.

Dans les industries des services, 10 parmi les 13 industries sont en expansion en 2008. Du côté des bases économiques de la région dans le secteur des services, le commerce de gros (+ 2,3 %) croît plus rapidement, tandis que celui de détail (+ 1,0 %) progresse plus modestement. L'industrie des autres services, autre base économique régionale, affiche un fort taux de croissance, soit de 4,5 %, ce qui porte son TCAM à 6,0 %. C'est aussi le cas des services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement (+ 4,8 % et TCAM de 9,0 %). Les administrations publiques (+ 1,6 %) ainsi que l'industrie de l'information et industrie culturelle (+ 1,7 %) s'essoufflent comparativement à des TCAM de 6,1 % et de 11,0 % observés respectivement dans ces deux industries au cours des quatre dernières années. Le groupe de la finance, des assurances et des services immobiliers (- 3,8 %) accuse une décline en 2008, de même que les soins de santé et l'assistance sociale (- 1,3 %) et les services d'enseignement (- 1,2 %).

Avec un PIB de 4,2 G\$, les industries productrices de biens occupent un peu plus de 30 % de l'économie de la CRÉ – Longueuil. En 2008, l'industrie de l'impression et des activités connexes de soutien, base économique importante de la CRÉ – Longueuil, augmente de 1,8 %. La fabrication d'aliments (+ 8,6 %) poursuit sur sa lancée, tandis que celle de produits chimiques (- 3,7 %) régresse, pour une deuxième année d'affilée. La fabrication de produits métalliques (+ 0,7 %) augmente légèrement, tandis que celle de machines demeure inchangée et que celle de produits minéraux non métalliques (- 4,9 %) recule. Les activités diverses de fabrication (- 4,1 %) conservent leur tendance baissière. L'industrie de la fabrication croît de 1,3 % en 2008 comparativement à un TCAM de 3,2 %. Au Québec, l'année 2008 montre une décroissance de 1,6 % dans cette industrie et une décroissance annuelle moyenne de 0,6 %.

Depuis 2004, malgré une faible baisse en 2005, la part des industries productrices de biens a une tendance à la hausse dans la CRÉ – Longueuil. Ainsi, cette part, évaluée à 29,1 % de l'économie en 2004, augmente à 30,5 % en 2008. La CRÉ se comporte ainsi différemment du Québec dont la part des industries productrices de biens se situe à 31,9 % en 2004 et diminue à 29,9 % en 2008.

Tableau 4.1.1

Produit intérieur brut (PIB) aux prix de base par industrie, CRÉ – Longueuil, 2007-2008

	2007 ^{er}	2008 ^e	Part de l'industrie en 2008	Variation annuelle moyenne 2008/2004	Variation 2008/2007
	k\$				
Ensemble des industries	13 847 769	13 948 503	100,0	4,9	0,7
Secteur de production de biens	4 160 311	4 248 390	30,5	6,2	2,1
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	30 215	33 028	0,2	2,9	9,3
Cultures agricoles et élevage	18 034	19 374	0,1	18,2	7,4
Foresterie et exploitation forestière	4 426	5 396	0,0	- 23,2	21,9
Pêche, chasse et piégeage	X	X	...	...	...
Activités de soutien à l'agriculture et à la foresterie	X	X	...	...	...
Extraction minière et extraction de pétrole et de gaz	X	X	...	...	...
Services publics	X	X	...	...	...
Construction	931 023	971 473	7,0	15,5	4,3
Fabrication	2 792 223	2 828 567	20,3	3,2	1,3
Fabrication d'aliments	290 431	315 339	2,3	5,0	8,6
Fabrication de boissons et de produits du tabac	X	X	...	...	...
Usines de textiles et de produits textiles	X	X	...	...	...
Fabrication de vêtements	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en cuir et de produits analogues	X	X	...	...	...
Fabrication de produits en bois	36 770	32 878	0,2	- 13,0	- 10,6
Fabrication du papier	65 717	62 638	0,4	22,5	- 4,7
Impression et activités connexes de soutien	151 903	154 626	1,1	- 5,0	1,8
Fabrication de produit du pétrole et du charbon	X	X	...	...	...
Fabrication de produits chimiques	263 498	253 789	1,8	1,6	- 3,7
Fabrication de produits en plastique et en caoutchouc	10 666	118 923	0,9	- 1,0	- 6,4
Fabrication de produits minéraux non métalliques	88 633	84 298	0,6	1,4	- 4,9
Première transformation des métaux	57 835	X	...	...	...
Fabrication de produits métalliques	184 777	186 013	1,3	5,3	0,7
Fabrication de machines	152 958	152 980	1,1	- 0,3	0,0
Fabrication de produits informatiques et électroniques	X	X	...	...	...
Fabrication de matériel, appareils et composants électriques	68 687	69 965	0,5	20,1	1,9
Fabrication de matériel de transport	X	X	...	...	...
Fabrication de meubles et de produits connexes	61 638	57 890	0,4	0,2	- 6,1
Activités diverses de fabrication	63 306	60 718	0,4	- 6,0	- 4,1
Secteur des services	9 687 458	9 700 112	69,5	4,4	0,1
Commerce de gros	1 023 218	1 046 828	7,5	5,7	2,3
Commerce de détail	1 061 036	1 071 589	7,7	3,6	1,0
Transport et entreposage	537 328	552 995	4,0	3,5	2,9
Industrie de l'information et industrie culturelle	396 498	403 293	2,9	11,0	1,7
Finance et assurances, services immobiliers et de location et de location à bail et gestion de sociétés et d'entreprises	2 413 374	2 320 902	16,6	3,1	- 3,8
Services professionnels, scientifiques et techniques	598 506	613 967	4,4	2,3	2,6
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	411 417	431 231	3,1	9,0	4,8
Services d'enseignement	679 549	671 116	4,8	3,8	- 1,2
Soins de santé et assistance sociale	1 087 468	1 072 908	7,7	4,4	- 1,3
Arts, spectacles et loisirs	144 046	145 369	1,0	- 0,1	0,9
Hébergement et services de restauration	241 641	246 983	1,8	4,1	2,2
Autres services, sauf les administrations publiques	407 694	426 080	3,1	6,0	4,5
Administrations publiques	685 682	696 852	5,0	6,1	1,6

Sources : Institut de la statistique du Québec; ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire; ministère du Revenu du Québec; Pêches et Océans Canada; Statistique Canada.

Produit intérieur brut par habitant

Le PIB par habitant est un indicateur souvent utilisé pour faciliter les comparaisons entre les régions quant à l'importance de la production dans un territoire donné. À cet égard, la CRÉ – Longueuil figure au premier rang parmi les territoires de CRÉ de la Montérégie en 2009. En effet, le PIB par habitant atteint 34 682 \$, en diminution de 1,7 % par rapport à 2008. La population de la CRÉ – Longueuil qui augmente en 2009 et son PIB qui décroît causent cette diminution. Au Québec, le PIB par habitant s'élève à 36 161 \$ en 2009, après une baisse de 1,4 % à cause des mêmes facteurs explicatifs bien que, dans ce cas, la décroissance du PIB soit moins prononcée.

4.2 Revenu personnel

par Francine Chercuitte, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Après deux années de croissance, le revenu personnel par habitant de la CRÉ – Longueuil s'accroît légèrement de 1,0 % en 2009 pour s'établir à 37 925 \$. Les revenus d'emploi sont restés relativement stables et atteignent 28 352 \$. C'est la chute de 5,5 % des revenus de placement (4 264 \$), consécutive à la baisse des intérêts sur les dépôts bancaires et le faible rendement des caisses de retraite, qui explique la diminution du revenu personnel. Par ailleurs, le revenu personnel disponible par habitant, soit le revenu des particuliers soustrait des impôts directs et des cotisations sociales, a progressé légèrement de 1,0 % en 2009 pour s'élever à 28 834 \$. À cet égard, Longueuil occupe le premier rang des CRÉ de la Montérégie devançant la moyenne régionale (26 966 \$) et celle du Québec (26 031 \$).

Tableau 4.2.1

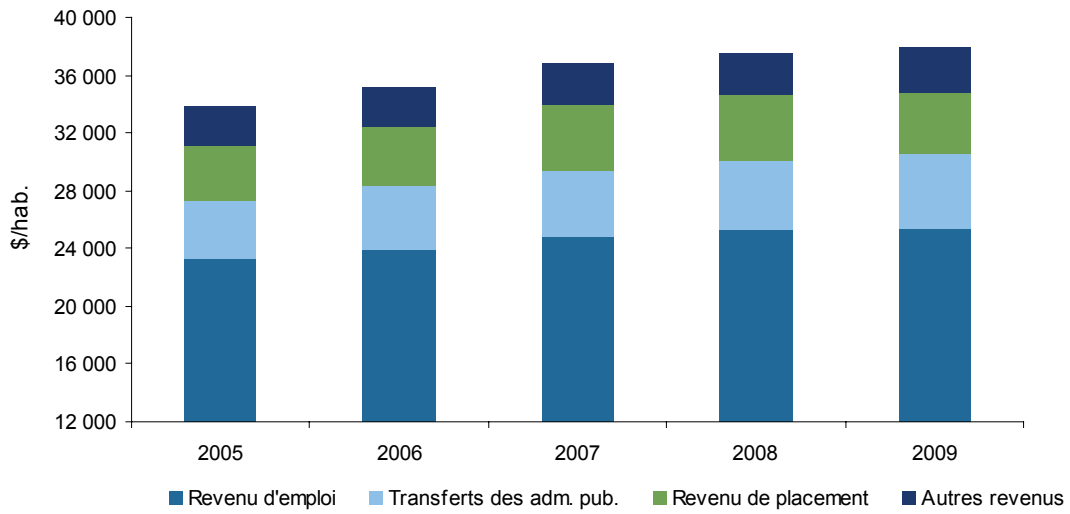
Revenu personnel et ses composantes par habitant, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2008-2009

	CRÉ – Longueuil			Ensemble du Québec		
	2008 ^r	2009 ^p	Variation 09/08	2008 ^r	2009 ^p	Variation 09/08
	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Revenu d'emploi	28 060	28 352	1,0	23 930	24 216	1,2
Revenu de placement	4 514	4 264	- 5,5	3 919	3 582	- 8,6
Transferts des administrations publiques	4 801	5 127	6,8	5 546	5 674	2,3
Autres sources de revenu	185	181	- 2,0	155	151	- 2,4
Revenu personnel	37 560	37 925	1,0	33 550	33 623	0,2
<i>Moins :</i>						
Impôts, cotisations et autres transferts	9 529	9 091	- 4,6	7 900	7 592	- 3,9
<i>Égale :</i>						
Revenu personnel disponible	28 031	28 834	2,9	25 650	26 031	1,5

Sources : Institut de la statistique du Québec; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux.

Quoique les transferts des administrations publiques (5 127\$) se soient accrus de 6,8 % pour les résidents de la CRÉ - Longueuil, ils restent inférieurs à la moyenne québécoise (5 674 \$). La principale source de cette croissance est la hausse de 42,8 % des prestations de l'assurance-emploi. En 2009, la progression de l'aide sociale a été plus modeste, soit de 4,5 %. Notons également que 50,0 % des transferts publics perçus par les résidents de Longueuil sont composés des prestations de la Sécurité de la vieillesse, de la Régie des rentes du Québec et du Régime de pensions du Canada. En 2009, ils ont augmenté en moyenne de 7,0 %.

Figure 4.2.1

Revenu personnel par habitant, CRÉ – Longueuil, 2005-2009

Source : Institut de la statistique du Québec.

5. Exportations

par Pierre Lachance, Direction des statistiques économiques et du développement durable

En 2007, la CRÉ – Longueuil a exporté vers d'autres pays des biens évalués à 4 708,5 M\$, soit une hausse de 15,3 % par rapport à l'année précédente; cette augmentation fait suite à la baisse observée en 2006 (– 6,6 %). Dans l'ensemble de la Montérégie, les exportations ont augmenté de 3,8 % en 2007. Les exportations de la CRÉ représentent 36,5 % de celles de la région, et leur part relative augmente pour la deuxième année consécutive. Au cours des années précédentes, cette part avait diminué constamment, passant de 40,3 % en 2001 à 32,5 % en 2005.

On compte 543 établissements exportateurs dans la CRÉ – Longueuil en 2007. De ces établissements, 254 exportent uniquement aux États-Unis, pour une valeur de 648,5 M\$. Par ailleurs, les exportations faites hors des États-Unis seulement ont augmenté considérablement de 2001 (42,0 M\$) à 2007 (493,6 M\$) et ce, malgré le repli observé en 2005 et 2006, ce qui reflète une certaine diversification des marchés hors des États-Unis.

Tableau 5.1

Établissements exportateurs de marchandises et valeur exportée vers les États-Unis ou hors des États-Unis, CRÉ – Longueuil, 2003-2007

	Établissements (n)				Valeur des exportations (M\$)			
	É.-U. seulement	Hors É.-U. seulement	É.-U. et hors des É.-U.	Total	É.-U. seulement	Hors É.-U. seulement	É.-U. et hors des É.-U.	Total
2003	306	125	179	610	525,1	207,7	3 001,5	3 734,2
2004	296	137	170	603	522,0	409,3	3 401,9	4 333,3
2005	283	157	163	603	468,3	356,5	3 547,8	4 372,7
2006	294	153	152	599	536,9	259,8	3 285,4	4 082,2
2007	254	148	141	543	648,5	493,6	3 566,5	4 708,5

Source : Statistique Canada, Registre des exportateurs canadiens.

Compilation : Institut de la statistique du Québec; ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation.

Sur le plan méthodologique, il importe de préciser que la répartition des exportations par région se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine du fabricant ou du producteur. De plus, les exportations d'une région dirigées vers les autres provinces canadiennes ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

6. Industrie manufacturière

par Jean Berselli, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Bien qu'en perte de vitesse depuis quelques années, le secteur manufacturier reste tout de même un des acteurs importants de l'économie du Québec et de ses régions. En 2008, le secteur manufacturier représente le sixième de l'activité économique québécoise avec 16,6 % du produit intérieur brut (estimé au prix de base en dollars courants). Cette proportion varie cependant fortement d'une région à l'autre et vient, par conséquent, moduler l'impact induit par d'importants changements dans le secteur manufacturier sur l'ensemble de l'économie régionale. Dans la CRÉ – Longueuil, le secteur manufacturier représente 20,3 % de l'activité économique en 2008.

Emploi total du secteur manufacturier

En 2008, l'emploi dans la CRÉ – Longueuil baisse de 3,1 % pour atteindre 24 085. Cette baisse est tout de même inférieure à la moyenne provinciale (– 3,9 %). De 2004 à 2008, le taux de croissance annuel moyen a été de 1,5 % sur le territoire de la CRÉ, alors que l'emploi diminuait en moyenne de 3,5 % par année dans la province.

Tableau 6.1

Emploi total dans le secteur manufacturier, par sous-secteur du SCIAN, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation	TCAM ¹
						2008/2007	2008/2004
						%	
	n						
CRÉ – Longueuil	22 648	23 716	23 199	24 865	24 085	– 3,1	1,5
Aliments	2 414	2 755	3 398	3 207	3 549	10,7	10,1
Boissons et produits du tabac	x	x	x	x	87	x	x
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	69	26	28	x	x	x	x
Vêtements	F	F	x	72	69	– 4,2	F
Produits en cuir et produits analogues	x	F	F	F	F	F	x
Produits en bois	512	557	627	435	436	0,2	– 3,9
Papier	129	281	227	194	103	– 46,9	– 5,5
Impression et activités connexes de soutien	1 865	1 798	1 688	1 876	1 677	– 10,6	– 2,6
Produits du pétrole et du charbon	x	35	x	30	39	x	x
Produits chimiques	1 587	1 830	1 820	2 072	1 998	– 3,6	5,9
Produits en caoutchouc et en plastique	1 166	1 052	885	969	831	– 14,2	– 8,1
Produits minéraux non métalliques	806	587	521	697	662	– 5,0	– 4,8
Première transformation des métaux	x	x	x	252	x	x	x
Produits métalliques	2 296	2 359	2 238	2 421	2 727	12,6	4,4
Machines	1 624	1 614	1 516	1 547	1 584	2,4	– 0,6
Produits informatiques et électroniques	x	646	653	x	x	x	x
Matériel, appareils et composants électriques	393	337	528	375	352	– 6,1	– 2,7
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	1 034	1 196	1 115	1 144	1 075	– 6,0	1,0
Activités diverses de fabrication	932	1 029	963	1 105	x	x	x
Ensemble du Québec	500 675	482 821	466 581	451 125	433 510	– 3,9	– 3,5

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.
Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Les secteurs de la fabrication de produits métalliques et d'aliments ont connu une progression marquée de l'emploi avec des hausses respectives de 12,6 % et 10,7 % en 2008. Au cours de la période 2004-2008, de ces deux secteurs, c'est celui des aliments qui a connu la croissance la plus forte avec un taux moyen de 10,1 % par année, alors que le nombre de salariés dans le secteur des produits métalliques s'est accru de 4,4 %. Les secteurs de la fabrication du papier, de produits en caoutchouc et en plastique et de l'impression ont vu leur emploi décliner assez fortement en 2008.

Revenus totaux dans le secteur manufacturier

Alors que les revenus¹ du secteur manufacturier québécois augmentaient de 2,5 % en 2008, ceux de la CRÉ – Longueuil s'accroissaient de 4,8 %. Au cours de la période 2004-2008, les revenus de la CRÉ auront progressé de 7,3 % par année en moyenne, alors que le taux de croissance annuel moyen de la province était de 2,0 %.

Les revenus du secteur de la fabrication des produits métalliques se sont accrus de 18,7 % en 2008 et atteignent 557,7 millions de dollars. Les revenus du secteur de la fabrication ont, quant à eux, augmenté de 12,9 % au cours de la même période et se situent à 1,1 milliard de dollars. Sur une période de quatre ans (2004-2008), le taux de croissance annuel moyen du secteur des aliments est de 16,0 %, alors que celui du secteur des produits métalliques est de 6,8 %. Bien qu'ayant diminué de 3,3 % en 2008, les revenus du secteur de la fabrication de produits chimiques se sont accrus, en moyenne, de 9,5 % par année au cours de la période 2004-2008.

Tableau 6.2

Revenus totaux dans le secteur manufacturier, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2004-2008

Sous-secteur du SCIAN	2004	2005	2006	2007	2008	Variation 2008/2007	TCAM ¹ 2008/2004
	k\$					%	
CRÉ – Longueuil	5 792 594	6 242 797	6 716 603	7 326 150	7 677 330	4,8	7,3
Aliments	616 955	643 477	881 008	989 244	1 116 694	12,9	16,0
Boissons et produits du tabac	x	x	x	x	2 020	x	x
Usines de textiles	x	x	x	x	x	x	x
Usines de produits textiles	9 830	3 766	3 621	x	x	x	x
Vêtements	29 821	30 004	x	7 799	8 268	6,0	- 27,4
Produits en cuir et produits analogues	x	2 318	2 040	2 383	3 307	38,8	x
Produits en bois	146 509	149 020	155 108	83 255	79 812	- 4,1	- 14,1
Papier	45 336	98 077	67 712	56 285	25 778	- 54,2	- 13,2
Impression et activités connexes de soutien	358 059	358 506	353 656	381 031	385 582	1,2	1,9
Produits du pétrole et du charbon	x	13 436	x	9 367	23 167	147,3	x
Produits chimiques	588 441	719 773	778 110	874 407	845 177	- 3,3	9,5
Produits en caoutchouc et en plastique	238 424	235 798	196 601	208 385	181 881	- 12,7	- 6,5
Produits minéraux non métalliques	150 386	134 257	144 902	167 139	147 081	- 12,0	- 0,6
Première transformation des métaux	x	x	x	324 265	x	x	x
Produits métalliques	427 946	419 593	417 919	469 739	557 699	18,7	6,8
Machines	275 906	277 155	265 197	304 082	306 632	0,8	2,7
Produits informatiques et électroniques	x	97 900	120 344	x	x	x	x
Matériel, appareils et composants électriques	92 923	76 268	129 131	106 459	87 329	- 18,0	- 1,5
Matériel de transport	x	x	x	x	x	x	x
Meubles et produits connexes	169 764	189 778	186 950	183 497	190 407	3,8	2,9
Activités diverses de fabrication	112 313	129 007	138 038	151 374	x	x	x
Ensemble du Québec	147 470 739	152 348 158	157 670 122	155 681 738	159 515 688	2,5	2,0

1. Taux de croissance annuel moyen.

Source : Statistique Canada, Enquête annuelle sur les manufactures et l'exploitation forestière, 2004-2008.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

1. Globalement, les revenus totaux comprennent les revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels et revenus de location, d'exploitation et de placements.

7. Investissements et permis de bâtir

par Jean-François Fortin, Direction des statistiques économiques et du développement durable

7.1 Investissements

Selon les perspectives 2010, les dépenses en immobilisation de la CRÉ – Longueuil augmentent de 7,9 % par rapport à 2009 pour s'établir à 3,6 G\$, plaçant Longueuil au deuxième rang parmi les CRÉ de la Montérégie (derrière la CRÉ – Montérégie Est). La CRÉ, responsable de près du tiers de l'investissement de la Montérégie (33,1 %), fait donc mieux que la moyenne montérégienne pour ce qui est de la croissance annuelle (+ 2,6 %).

Tableau 7.1.1

Dépenses en immobilisation, CRÉ – Longueuil, par industrie¹ et par secteur, 2006-2010²

	2006	2007	2008	2009	2010	Variation 2010/2009	Part relative dans la CRÉ (2010)	Part relative dans la Montérégie (2010)
	k\$					%		
Production de biens	361 874	455 188	359 959	247 029	262 578	6,3	7,3	19,0
Production de services	1 735 923	2 231 576	1 832 873	1 836 754	2 027 463	10,4	56,1	40,0
Logement	884 661	902 636	1 223 090	1 265 124	1 323 795	4,6	36,6	29,7
Total	2 982 458	3 589 401	3 415 921	3 348 908	3 613 835	7,9	100,0	33,1
Secteur privé non résidentiel	1 439 271	1 740 919	1 444 354	984 942	1 031 648	4,7	28,5	31,5
Secteur public	658 525	945 845	748 478	1 098 841	1 258 392	14,5	34,8	39,5

Note : En raison de l'arrondissement des données, le total ne correspond pas nécessairement à la somme des parties.

1. Statistique Canada, *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord, Canada 2002*.

2. 2006-2008 : dépenses réelles; 2009 : dépenses réelles provisoires; 2010 : perspectives.

Sources : Statistique Canada, Enquête sur les dépenses en immobilisation; Institut de la statistique du Québec.

L'investissement des industries productrices de biens, responsables de 7,3 % de l'investissement de la CRÉ, est en croissance de 6,3 % pour atteindre 262,6 M\$, le niveau le plus faible parmi les CRÉ de la Montérégie. La croissance s'explique par le fait que l'augmentation dans le secteur de la fabrication (+ 27,8 M\$) a été plus forte que la diminution observée dans le secteur des services publics (– 11,3 M\$). Ensemble, ces deux secteurs représentent 83,0 % des investissements de ces industries.

Les dépenses en immobilisation des industries productrices de services, représentant plus de la moitié de l'investissement de la CRÉ (56,1 %), sont en croissance de 10,4 % pour atteindre 2,0 G\$, un sommet parmi les CRÉ de la Montérégie. Le niveau atteint en 2010 n'a été dépassé qu'en 2007, un sommet historique (depuis 2004). Les fortes croissances des secteurs des administrations publiques (+ 83,8 M\$) et des services d'enseignement (+ 78,0 M\$) ont contrebalancé les baisses observées dans certains autres secteurs.

Les investissements attribuables au logement sont en croissance de 4,6 % pour s'établir à 1,3 G\$, soit une sixième année de croissance consécutive. Il s'agit néanmoins du plus faible niveau parmi les CRÉ de la Montérégie.

Les investissements attribuables au secteur privé non résidentiel sont en croissance de 4,7 % par rapport à 2009 pour s'établir à 1,0 G\$. Malgré cette croissance annuelle positive, la région est bien en deçà des niveaux atteints entre 2006 à 2008. En ce qui concerne les investissements publics, ils sont en croissance dans la CRÉ pour une deuxième année consécutive et atteignent 1,3 G\$, à peine quelques millions derrière la CRÉ – Montérégie Est. Il s'agit d'un nouveau sommet historique pour la CRÉ, qui représente maintenant 39,5 % des investissements publics de la Montérégie.

7.2 Permis de bâtir

La valeur totale des permis de bâtir émis dans la CRÉ – Longueuil en 2009 s'élève à 787,8 M\$, en décroissance de 5,2 %. En ayant limité la décroissance en comparaison de la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, la CRÉ se retrouve au deuxième rang, derrière la CRÉ – Montérégie Est.

Tableau 7.2.1

Valeur des permis de bâtir selon le type de construction, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009	Variation 2009/2008 %	Moyenne 2005-2009 k\$
	k\$						k\$
CRÉ – Longueuil	557 075	704 833	802 436	831 219	787 823	- 5,2	736 677
Commercial	106 993	217 665	210 004	199 443	137 870	- 30,9	174 395
Industriel	38 337	35 269	43 166	36 407	24 602	- 32,4	35 556
Institutionnel	15 231	48 726	155 131	48 466	109 780	126,5	75 467
Résidentiel	396 514	403 173	394 135	546 903	515 571	- 5,7	451 259
Montérégie	2 466 206	2 515 252	2 846 744	2 924 483	2 683 269	- 8,2	2 687 191
Commercial	358 172	481 543	487 597	464 295	450 115	- 3,1	448 344
Industriel	194 353	145 556	191 575	231 809	157 828	- 31,9	184 224
Institutionnel	131 300	134 697	228 237	171 472	238 284	39,0	180 798
Résidentiel	1 782 381	1 753 456	1 939 335	2 056 907	1 837 042	- 10,7	1 873 824
Ensemble du Québec	11 287 982	11 878 332	12 973 354	13 806 682	12 929 699	- 6,4	12 575 210
Commercial	1 837 727	2 204 105	2 446 290	2 625 641	2 489 522	- 5,2	2 320 657
Industriel	867 794	841 541	886 606	1 102 337	827 458	- 24,9	905 147
Institutionnel	696 663	1 053 192	1 224 358	1 167 075	1 206 151	3,3	1 069 488
Résidentiel	7 885 798	7 779 494	8 416 100	8 911 629	8 406 568	- 5,7	8 279 918

Source : Statistique Canada, Enquête des permis de bâtir.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis de bâtir émis dans la CRÉ – Longueuil se situe à 515,6 M\$, en décroissance de 5,7 % par rapport à 2008. Malgré cette baisse, le niveau de 2009 est supérieur à la moyenne quinquennale (451,3 M\$). Malgré que la CRÉ ait enregistré une décroissance plus faible que les deux autres CRÉ, elle se retrouve encore au dernier rang en termes de niveau, quoique l'écart avec la CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent se soit amenuisé.

Dans le secteur non résidentiel, la composante commerciale s'établit à 137,9 M\$, en décroissance de 30,9 % par rapport à 2008. Longueuil se classe deuxième parmi les CRÉ de la Montérégie pour ce qui est des niveaux. Pour la composante industrielle, la CRÉ – Longueuil se classe au dernier rang, avec 24,6 M\$, en baisse de 32,4 % par rapport à 2008, représentant le plus bas niveau depuis 2005. Finalement, dans le cas de la valeur des permis de bâtir institutionnels, la valeur totale émise dans la CRÉ – Longueuil est de 109,8 M\$, en croissance de 126,5 % par rapport à 2008, plaçant Longueuil au premier rang parmi les trois CRÉ de la Montérégie.

8. Conditions de vie et bien-être

par Stéphane Crespo, Direction des statistiques sociodémographiques

Mesure du faible revenu

En 2007, la proportion des familles en situation de faible revenu est moins élevée dans la CRÉ – Longueuil (8,9 %) que dans l'ensemble du Québec (9,9 %), mais plus élevée que dans la Montérégie (8,0 %). De 2003 à 2007, le taux de faible revenu après impôt des familles diminue dans la CRÉ (-0,4 point), tandis qu'il diminue de 0,2 point dans l'ensemble du Québec, et augmente de 0,2 point dans la Montérégie. Par rapport à 2006 seulement, le taux est en augmentation de 0,5 point, comparativement à une augmentation de 0,6 point dans l'ensemble du Québec et de 0,8 point dans la Montérégie.

Tableau 8.1

Taux de faible revenu selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2003-2007

	2003	2004	2005	2006	2007	Écart 2007/2003
	%					point de pourcentage
Taux de faible revenu des familles	9,2	9,1	8,6	8,3	8,9	- 0,4
Famille comptant un couple	6,2	6,1	5,3	5,7	6,1	- 0,1
Sans enfants	5,3	4,8	5,0	5,1	5,4	0,1
Avec 1 enfant	6,1	6,4	5,3	6,3	6,8	0,7
Avec 2 enfants	5,9	6,3	4,6	5,0	5,6	- 0,2
Avec 3 enfants et plus	11,9	11,8	9,2	9,1	9,7	- 2,2
Famille monoparentale	24,9	24,9	26,1	23,4	24,7	- 0,2
Avec 1 enfant	21,3	21,3	23,4	21,5	22,3	1,0
Avec 2 enfants	26,1	26,0	26,7	23,3	25,4	- 0,7
Avec 3 enfants et plus	44,9	45,0	44,1	38,5	42,0	- 2,9

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

À l'instar des autres conférences régionales, le taux varie beaucoup selon le type de famille dans la présente CRÉ. En 2007, ce taux est quatre fois plus élevé concernant les familles monoparentales (24,7 %) qu'en ce qui concerne les couples (6,1 %). Entre 2003 et 2007, le taux diminue de 0,2 point concernant les familles monoparentales, comparativement à une diminution de 0,1 point pour les couples. Durant cette même période, les couples avec trois enfants et plus, de même que les familles monoparentales avec trois enfants et plus, ont profité des diminutions les plus accentuées du taux, telles que mesurées en points de pourcentage (- 2,2 points et - 2,9 points respectivement).

En 2007, on dénombre dans la CRÉ 9 720 familles à faible revenu, dont 4 030 sont monoparentales. Aussi, le nombre d'enfants en situation de faible revenu passe de 12 830 en 2003 à 10 900 en 2007, soit une diminution de 15,0 %. Cette diminution est plus élevée que celle du nombre total d'enfants (- 4,0 %).

Revenu médian des familles

De 2006 à 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, exprimé en dollars constants, augmente de 3,2 % dans la CRÉ, soit à un rythme supérieur à celui que l'on observe dans l'ensemble du Québec (+ 3,1 %) de même qu'en Montérégie (+ 2,5 %). Aussi, la CRÉ est en avance par rapport à l'ensemble du Québec et à l'ensemble de la région, puisque, selon les données de 2007, le revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles s'établit à 69 510 \$, comparativement à 61 780 \$ au Québec et à 67 380 \$ en Montérégie.

Tableau 8.2

Revenu médian avant impôt de l'ensemble des familles, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	\$ constants de 2007		%
CRÉ – Longueuil	67 337	69 510	3,2
Montérégie	65 712	67 380	2,5
Ensemble du Québec	59 923	61 780	3,1

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

En 2007, les familles monoparentales ont un revenu médian après impôt (36 950 \$) moins élevé que celui des familles comptant un couple (63 620 \$). Enfin, de 2006 à 2007, le revenu médian des familles monoparentales s'est amélioré de 5,1 %. Quant aux familles comptant un couple, leur revenu s'est amélioré de 3,9 %. Parmi tous les types de familles documentés, la plus forte croissance du revenu médian après impôt est survenue chez les familles monoparentales avec deux enfants (5,4 %), et la plus faible, chez les familles monoparentales avec trois enfants et plus (3,5 %).

Tableau 8.3

Revenu médian après impôt selon le type de famille, CRÉ – Longueuil, 2006-2007

	2006	2007	Variation 2007/2006
	\$ constants de 2007		%
Famille comptant un couple	61 243	63 620	3,9
Sans enfants	51 087	53 330	4,4
Avec 1 enfant	67 337	70 030	4,0
Avec 2 enfants	78 204	81 230	3,9
Avec 3 enfants et plus	74 954	78 090	4,2
Famille monoparentale	35 141	36 950	5,1
Avec 1 enfant	34 227	35 990	5,2
Avec 2 enfants	37 579	39 600	5,4
Avec 3 enfants et plus	33 719	34 900	3,5

Source : Statistique Canada.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

9. Éducation

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Les données exposées dans ce bulletin fournissent un portrait du plus haut niveau de scolarité atteint par la population de 15 ans et plus, et ce, pour l'année 2006. Les comparaisons avec les données de 2001 sont délicates étant donné les modifications sur les catégorisations et les questions dans le questionnaire du recensement entre ces deux périodes.

Selon les données du recensement de 2006, 21,1 % des personnes de 15 ans et plus de la CRÉ – Longueuil ne possèdent aucun certificat, diplôme ou grade, une part plus faible que dans la Montérégie (24,8 %) et l'ensemble du Québec (25,0 %). On s'aperçoit également que 21,1 % des individus ont uniquement un diplôme d'études secondaires ou équivalent, alors qu'une forte proportion de personnes possèdent un certificat, un diplôme ou un grade universitaire (27,7 %). Dans la région, ces proportions sont respectivement de 23,4 % et 19,7 %.

On remarque aussi que des 152 445 hommes de 15 ans et plus de la CRÉ – Longueuil, 28,4 % ont acquis un diplôme universitaire et seulement 20,3 % ne possèdent aucun diplôme. Par ailleurs, 15,5 % d'entre eux ont obtenu un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers. Pour les 166 380 femmes, même si 21,8 % d'entre elles ne possèdent aucun diplôme, elles ont davantage achevé leurs études menant à un diplôme collégial (17,8 %) ou universitaire (27,1 %) plutôt qu'à un certificat ou un diplôme d'apprenti d'une école de métiers (9,6 %).

Tableau 9.1

Plus haut niveau de scolarité atteint pour la population de 15 ans et plus, CRÉ – Longueuil, Montérégie et ensemble du Québec, 2006

	Total		Aucun certificat, diplôme ou grade		Diplôme d'études secondaires ou équivalent		Certificat ou diplôme d'apprenti ou d'une école de métiers		Certificat ou diplôme d'un collège ou d'un cégep		Certificat, diplôme ou grade universitaire	
	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%	n	%
CRÉ – Longueuil	318 825		67 320	21,1	70 190	22,0	39 670	12,4	53 310	16,7	88 335	27,7
Hommes	152 445		31 005	20,3	30 825	20,2	23 645	15,5	23 715	15,6	43 255	28,4
Femmes	166 380		36 315	21,8	39 365	23,7	16 025	9,6	29 590	17,8	45 080	27,1
Montérégie	1 098 920		272 050	24,8	257 135	23,4	172 360	15,7	180 465	16,4	216 895	19,7
Hommes	536 185		134 130	25,0	116 755	21,8	103 785	19,4	79 495	14,8	101 995	19,0
Femmes	562 730		137 900	24,5	140 370	24,9	68 550	12,2	100 955	17,9	114 890	20,4
Ensemble du Québec	6 184 490		1 547 870	25,0	1 377 585	22,3	945 970	15,3	992 365	16,0	1 320 695	21,4
Hommes	3 007 830		750 215	24,9	625 295	20,8	571 850	19,0	437 885	14,6	622 580	20,7
Femmes	3 176 660		797 655	25,1	752 295	23,7	374 115	11,8	554 475	17,5	698 115	22,0

Note : En raison des arrondissements, le total n'égal pas nécessairement la somme des parties.

Source : Statistique Canada, Recensement 2006.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.

10. Santé

par Pierre Cambon, Service des statistiques sectorielles et du développement durable

Personnel directement affecté aux soins

En 2008-2009, on enregistre dans la CRÉ – Longueuil pour deuxième année consécutive une augmentation du personnel infirmier (+ 3,2 %). Cette croissance est davantage marquée chez les infirmiers auxiliaires (+ 14,5 %) que chez les préposés aux bénéficiaires (+ 2,6 %) et les infirmiers (+ 1,1 %). La CRÉ – Longueuil connaît ainsi en 2008-2009 une hausse du personnel infirmier plus forte que celle du Québec (+ 1,6 %). De surcroît, depuis 2004-2005, la région affiche une variation du personnel infirmier (+ 1,4 %) inférieure à la moyenne québécoise (+ 5,4 %).

Tableau 10.1

Personnel infirmier¹ dans le réseau d'établissements socio-sanitaires, en équivalent temps complet, selon la catégorie de personnel, CRÉ – Longueuil² et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation ³ 08-09/04-05
CRÉ – Longueuil	n	4 208	4 165	4 143	4 304	4 441	5,5
Infirmiers	n	2 106	2 100	2 096	2 088	2 110	0,2
Infirmiers auxiliaires	n	389	412	428	475	544	39,8
Préposés aux bénéficiaires	n	1 713	1 653	1 619	1 741	1 787	4,3
Taux pour 100 000 habitants ^{4,r}	n pour 100 000 hab.	843	830	831	846	860	16,8
Ensemble du Québec	n	80 643	81 532	82 441	83 621	84 959	5,4
Infirmiers	n	43 122	43 412	43 733	43 723	43 559	1,0
Infirmiers auxiliaires	n	10 721	10 970	11 163	11 618	12 367	15,4
Préposés aux bénéficiaires	n	26 800	27 149	27 546	28 279	29 033	8,3
Taux pour 100 000 habitants ^{4,r}	n pour 100 000 hab.	1 070	1 075	1 080	1 088	1 096	26,0

1. En ce qui concerne le personnel infirmier, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).
2. Ne comprend pas le personnel infirmier provenant de l'Agence régionale de la santé et des services sociaux de la Montérégie.
3. Les variations relatives au personnel de la santé sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants sont en points pour 100 000.
4. Calculé pour l'ensemble du personnel infirmier par rapport à la population prise au 1^{er} juillet de chaque année financière.

Source : Ministère de la Santé et des Services sociaux.

Installations socio-sanitaires

En ce qui concerne le taux d'occupation des lits dressés dans les unités de soins généraux et spécialisés dans la CRÉ – Longueuil, en 2008-2009, il diminue pour la deuxième année consécutive et atteint 92,6 %. De plus, la diminution de 2,9 points s'accompagne d'un accroissement de 1,5 % du nombre d'usagers. À l'échelle provinciale, même si le taux d'occupation (84,0 %) s'accroît de 0,4 point, le nombre d'usagers (718 363) diminue de 0,6 % en 2008-2009. Par ailleurs, la hausse de 2,7 % du nombre de lits dressés pour les soins généraux et spécialisés dans la CRÉ – Longueuil en 2008-2009 survient après trois années de baisse. Au Québec, le nombre de lits dressés (15 727) est resté relativement stable en 2008-2009 (+ 0,1 %).

Dans les unités d'hébergement et de soins de longue durée, la hausse de 0,7 point du taux d'occupation des lits dressés en 2008-2009 accorde à la CRÉ – Longueuil (97,8 %) un taux inférieur à celui du Québec (97,8 %). Cette augmentation s'accompagne d'une décroissance du nombre d'usagers de 5,6 %. À l'échelle provinciale, le taux d'occupation régresse de 0,3 point en 2008-2009, alors que le nombre d'usagers (69 987) connaît une hausse de 0,3 %. Après cinq années de hausse, le nombre de lits dressés pour l'hébergement et les soins de longue durée a stagné dans la CRÉ – Longueuil en 2008-2009. Au Québec, le nombre de lits dressés (40 181) diminue en 2008-2009 (– 1,2 %).

Tableau 10.2

Lits dressés et places selon l'unité de service, CRÉ – Longueuil et ensemble du Québec, 2004-2005 à 2008-2009

	Unité	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	Variation ¹ 08-09/04-05	
							CRÉ	Ensemble du Québec
Soins généraux et spécialisés								
Nombre de lits dressés	n	641	623	601	588	604	- 5,8	- 0,6
Taux pour 100 000 habitants ^r	n pour 100 000 hab.	166	161	155	150	153	- 13,6	- 7,0
Taux d'occupation	%	94,8	94,8	99,1	95,4	92,6	- 2,2	0,7
Nombre d'usagers	n	31 184	29 250	30 600	30 362	30 829	- 1,1	1,0
Hébergement et soins de longue durée								
Nombre de lits dressés	n	1 593	1 602	1 611	1 622	1 622	1,8	- 3,1
Taux pour 100 000 habitants ^r	n pour 100 000 hab.	413	415	414	413	410	- 3,3	- 32,0
Taux d'occupation	%	98,6	98,3	97,7	97,1	97,8	- 0,8	1,0
Nombre d'usagers	n	2 969	2 807	2 873	2 734	2 580	- 13,1	- 3,8

Note: À l'exception des lits dressés, les données sont présentées sur la base des années financières (du 1^{er} avril de l'année indiquée au 31 mars de l'année suivante).

1. Les variations relatives au nombre de lits dressés et au nombre d'usagers sont données en pourcentage, tandis que les écarts entre les taux pour 100 000 habitants et les taux d'occupation sont indiqués respectivement en points pour 100 000 et en points

Source: Ministère de la Santé et des Services sociaux.

11. Culture et communications

par Claude Fortier, Observatoire de la culture et des communications du Québec

En 2008, ce sont les salles de spectacles (12) et les librairies (14) que l'on retrouve en plus grand nombre dans la CRÉ – Longueuil. À l'exception du nombre d'écrans de cinéma, la prévalence des établissements culturels par 100 000 habitants (salle de spectacles, institutions muséales, librairies, etc.), est moins élevée dans cette CRÉ que dans l'ensemble du Québec.

Tableau 11.1

Nombre d'établissements culturels de divers types, CRÉ – Longueuil, 2007 et 2008

	Établissements		Ratio	Établissements ¹ par 100 000 habitants	
	2007	2008	CRÉ/Québec	CRÉ	Ensemble du Québec
	n	n	2008 ¹	2008	n
Centres d'artistes	–	–	–	–	0,9
Salles de spectacles	9	12	2,2	3,0	6,9
Institutions muséales ²	4	4	0,9	1,0	5,5
Bibliothèques publiques autonomes : points de services	15	..	..	..	..
Bibliothèques publiques affiliées: points de services	..	..	..	..	..
Librairies	14	14	3,7	3,5	4,8
Cinémas et ciné-parcs	5	5	4,1	1,3	1,6
Écrans	59	59	7,5	14,9	10,1
Stations de radio privées et communautaires	2	2	1,2	0,5	2,1

1. À l'exception du nombre d'écrans par 100 000 habitants.

2. Comprend les établissements qui ont répondu à l'Enquête sur la fréquentation des institutions muséales ainsi que ceux qui n'ont pas donné suite aux questionnaire d'enquête. Exclut les institutions muséales fermées en 2006 ou incapable de fournir des données

Source: Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.

En 2008, la CRÉ – Longueuil, qui représente 5,1 % de la population du Québec, a diffusé 1,6 % des représentations des arts de la scène au Québec et ses institutions muséales ont accueilli 0,1 % des visiteurs du Québec. En 2007, le nombre de prêts effectués dans les bibliothèques publiques s'est élevé à 6 032 par 1 000 habitants, ce qui est supérieur à ce qu'on a observé dans les deux autres CRÉ de la Montérégie.

Tableau 11.2

Statistiques relatives à certaines activités culturelles, CRÉ – Longueuil, 2007 et 2008

	Unité	Activités culturelles	Activités culturelles par 1 000 habitants		Ratio CRÉ/Québec
		2008	2007	2008	2008
Spectacles payants en arts de la scène					
Représentations	n	264	0,3	0,7	1,6
Entrées	n	131 175	x	331,7	1,9
Assistance des cinémas					
Entrées	n	1 855,3	x	4,7	—
Fréquentation des institutions muséales					
Entrées	n	15 292	54,7	38,7	0,1
Fréquentation des bibliothèques publiques					
Nombre de prêts	n	..	6 032,4	..	..

Sources : Institut de la statistique du Québec, Observatoire de la culture et des communications du Québec.
Population (données) Octobre 2009

Concepts et définitions

Territoire

Couverture du sol

Les données de couverture du sol, GéoBase, circa 2000-vectorielle (CSC2000-V) sont le résultat de la vectorisation de données matricielles thématiques issues de la classification d'orthoimages Landsat 5 et Landsat 7 des zones forestières et agricoles du Canada et des territoires du Nord. La couverture forestière provient du projet d'Observation de la Terre pour le développement durable des forêts (OTDD), initiative du Service canadien des forêts (SCF). La couverture agricole provient du Service national d'information sur les terres et les eaux (SNITE) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) et la couverture du sol des territoires du Nord a été réalisée par le Centre canadien de télédétection (CCT). La précision cartographique circulaire normalisée (PCCN) est de 30 mètres ou mieux. Cette précision est basée sur les orthoimages Landsat 7.

Données non disponible

Données non disponibles, étendues non classifiées en raison de la présence de nuages, d'ombre ou d'autres facteurs de qualité des images.

Eau

Lacs, réservoirs, fleuves, rivières, ruisseaux et étendues d'eau salée.

Glace, roche, terrain découvert

Principalement des étendues non végétalisées et non mises en valeur. Cette catégorie inclut les glaciers, la roche, les sédiments, les brûlis, la blocaille, les mines et les autres surfaces naturellement non végétalisées. D'autres étendues modifiées par l'activité humaine peuvent être représentées dans cette classe. Cette catégorie exclut les étendues agricoles en jachère.

Zones développées

Étendues principalement construites ou mises en valeur incluant la végétation associée à ces catégories de couverture. Elles peuvent inclure les surfaces occupées par les routes, les voies ferrées, les bâtiments et les étendues revêtues, les régions urbaines, les parcs, les sites industriels, les ouvrages miniers et les fermes.

Bryophytes et lichens

Composés de bryophytes (mousses, hépatiques et cératophylles) et de lichens (types foliacés et fruticuleux, mais pas de type crustacé). La couverture végétale de bryophytes et lichens doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale. Cette catégorie comprend également les prairies alpines, les étendues d'herbes et d'autres végétations herbacées indigènes, incluant des étendues d'arbustes.

Arbustes

Principalement les étendues occupées par une végétation ligneuse relativement basse (généralement \pm 2 mètres). Elles peuvent inclure des étendues herbeuses ou des prairies humides portant une végétation ligneuse et les forêts en voie de régénération.

Terres humides

Étendues où la surface de saturation se situe au niveau, à proximité ou au-dessus de la surface du sol pendant un intervalle d'assez longue durée pour que s'y manifestent des processus aquatiques ou de milieux humides.

Plantes herbacées et toundra

Plantes vasculaires sans tige ligneuse (graminées, herbacées latifoliées ou graminoides, et plantes cultivées). La couverture végétale de plantes herbacées et toundra doit s'étendre sur au moins 20 % de la surface ou doit composer au moins le tiers de la végétation totale.

Terres agricoles cultivées

Cette catégorie inclut les cultures annuelles et vivaces et exclut les prairies.

Forêt de conifères

Forêt principalement composée de conifères ou végétation arborescente à feuillage persistant. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt de feuillus

Forêts et étendues boisées principalement composées de feuillus. Cette catégorie peut inclure des étendues de forêt mixte et d'arbustes.

Forêt mixte

Forêts et étendues boisées composées de conifères et de feuillus.

Démographie

Accroissement naturel

Variation de l'effectif d'une population due au solde des naissances et des décès.

Âge médian

Âge qui sépare la population en deux groupes d'effectifs égaux.

Génération

Ensemble des personnes nées au cours d'une période donnée, généralement une année civile.

Indice synthétique de fécondité

Nombre moyen d'enfants par femme dans une génération qui connaîtrait, au cours de sa vie féconde, les conditions de fécondité observées une année donnée.

Solde migratoire interne

Dans une région administrative, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année (synonyme de solde migratoire interrégional). Dans une MRC, pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres MRC, y compris celles de sa propre région administrative.

Solde migratoire interrégional

Pertes ou gains nets résultant des échanges migratoires avec les autres régions administratives au cours d'une année.

Taux d'accroissement annuel moyen

Variation annuelle moyenne de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population moyenne de la période (exprimée en pour mille).

Taux d'accroissement total

Variation de l'effectif d'une population au cours d'une période donnée rapportée à la population en début de période.

Marché du travail

Chômeur

Personne disponible pour travailler qui est sans emploi et qui cherche activement un emploi.

Emploi

Ensemble des personnes résidant dans un territoire donné et ayant effectué un travail quelconque contre rémunération ou en vue d'obtenir un bénéfice ainsi que les personnes absentes de leur travail mais qui maintiennent un lien d'emploi.

Population active

Population civile de 15 ans et plus, hors institution et hors réserve, qui sont en emploi ou en chômage.

Taux d'activité

Population active exprimée en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux d'emploi

Nombre de personnes actives exprimé en pourcentage de la population de 15 ans et plus.

Taux de chômage

Nombre de chômeurs exprimé en pourcentage de la population active.

Taux de travailleurs

Nombre de travailleurs divisé par la population des 25-64 ans.

Travailleur

Particulier âgé entre 25 et 64 ans ayant des revenus d'emploi ou d'entreprise comme principale source de revenu et résidant dans un territoire donné.

Comptes économiques

Autres sources de revenu

Comprennent les transferts des non-résidents et des sociétés aux particuliers.

Base économique

Pour classer une industrie comme base économique, on calcule le quotient de localisation. Si le quotient de localisation normalisé d'une industrie est plus grand que 0 dans une région, cette industrie sera considérée comme base économique de cette région. Les bases économiques sont en fait les activités qui expliquent la croissance ou le déclin d'un territoire. Elles permettent de mieux définir la personnalité économique particulière ou encore la structure d'un territoire. À long terme, au cours du temps, les bases économiques d'un territoire peuvent se modifier.

Impôts, cotisations et autres transferts

Comprennent les impôts directs, les cotisations au régime d'assurance sociale et autres transferts courants versés pas les particuliers aux administrations publiques, tels que les primes d'assurance médicaments, les licences, les permis et les amendes.

Produit intérieur brut

Valeur sans double compte des biens et services produits dans le territoire économique d'une région au cours d'une période donnée, sans égard au caractère étranger ou non de la propriété des facteurs de production. Le PIB aux prix de base correspond au PIB calculé aux prix du marché, moins les prélèvements fiscaux applicables aux produits, plus les subventions à la consommation.

Quotient de localisation

Le quotient de localisation est défini comme la fraction de la valeur ajoutée d'une industrie qui est produite dans une région donnée, sur la fraction du PIB du Québec produit dans la même région. Si ce rapport est supérieur à 1, cette industrie contribue proportionnellement plus au PIB de la région qu'à celui du Québec.

Revenu d'emploi

Comprend la somme des salaires et traitement, du revenu supplémentaire de travail, du revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris, et du revenu net reçu par les exploitants agricoles au titre de la production agricole.

Revenu de placement

Comprend les dividendes, les intérêts sur les obligations canadiennes, les intérêts hypothécaires allant aux particuliers, les

intérêts sur dépôts et les intérêts accumulés dans les régimes privés de pension, les caisses d'assurance vie et les intérêts sur les placements effectués par des associations de particuliers. Les gains en capital sont exclus.

Revenu personnel

Somme de tous les revenus reçus par les particuliers et entreprises individuelles résidant dans un territoire donné, qu'il s'agisse de gains au titre de la production courante ou de transferts courants d'autres secteurs, plus les revenus de placement que les associations de particuliers accumulent pour leur propre compte ou celui des particuliers.

Revenu personnel disponible

Revenu personnel moins les impôts directs des particuliers, des cotisations d'assurance sociale et autres transferts courants aux administrations publiques.

Transferts des administrations publiques

Comprennent les paiements tels les prestations fiscales et les crédits d'impôt pour enfants, les prestations d'assurance-emploi, les pensions de vieillesse, les prestations d'aide sociale, les bourses et subventions de recherche, les prestations d'indemnisation des accidents de travail, les subventions aux autochtones et à leurs organisations, les pensions versées en vertu du Régime de pensions du Canada et du Régime de rentes du Québec, les allocations aux anciens combattants, les prestations du Régime québécois d'assurance parentale.

Exportations

Registre des exportateurs

Le Registre des exportateurs canadiens couvre la période de 1993 à 2007. Le Registre des exportateurs est un programme de statistiques économiques de Statistique Canada qui fait partie d'un cadre plus vaste appelé le Registre des entreprises de Statistique Canada; ce dernier est un répertoire central d'information sur les entreprises qui ont des activités au Canada. Pour faire partie du Registre des exportateurs canadiens, un établissement doit avoir exporté des marchandises vers d'autres pays pour une valeur de 30 000 \$ et plus durant au moins une des années comprises entre 1993 et la dernière année où les données sont disponibles. De très petits exportateurs – ceux qui n'atteignent jamais le seuil annuel de 30 000 \$ – en sont donc exclus. Par ailleurs, les exportations de services, ainsi que les exportations d'une province dirigées

vers les autres provinces canadiennes, ne sont pas couvertes par le Registre des exportateurs canadiens.

Régions d'origine et classification

La répartition par province se fait selon le lieu de résidence de l'établissement exportateur, et non selon l'origine des marchandises exportées. Les établissements sont classés conformément aux catégories du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN), qui englobe toutes les activités économiques et qui est commun au Canada, aux États-Unis et au Mexique. Ainsi, un établissement dont l'activité principale est la production de services peut figurer au Registre des exportateurs canadiens s'il a exporté des marchandises, mais il sera classé dans une catégorie de services, plutôt que dans celle des biens qu'il a exportés.

Industrie manufacturière

Emplois à la production

Personnes travaillant à la production et au montage. Sont aussi compris les ouvriers préposés à l'entreposage, l'inspection, la manutention, l'emballage, l'emmagasinage, etc., de même que ceux des services d'entretien et de réparation, de la conciergerie, et aussi les gardiens et les contremaîtres qui font le même travail que les ouvriers qu'ils dirigent.

Emploi total

Personnes travaillant à la production ou affectées à des activités non manufacturières d'un établissement. Les propriétaires et les associés actifs non compris dans les salariés ne sont pas considérés dans l'emploi total.

Revenus totaux

Revenus provenant de la vente des biens fabriqués, de biens achetés pour la revente tels quels, et revenus de location, d'exploitation et de placement.

Revenus découlant des biens fabriqués

Revenus provenant de la vente de biens fabriqués à partir des matières appartenant à l'établissement, de travaux de réparation et revenus de frais d'administration de fabrication ou de travail à forfait.

Première destination

Première destination des biens vendus par les fabricants. Il s'agit en fait du lieu où est établi le premier client du fabricant. L'EAMEF distingue différentes destinations possibles : le Québec, les autres provinces canadiennes et territoires et les pays étrangers. Les biens vendus peuvent être utilisés pour consommation finale, pour subir une autre transformation ou pour être revendus par un tiers (par exemple, un grossiste).

Investissements et permis de bâtir

Investissements

Les investissements sont les dépenses en immobilisation relatives aux constructions nouvelles, aux améliorations importantes apportées à des constructions déjà existantes, ainsi qu'à l'achat de machines et d'équipement neufs. Ces dépenses comprennent également celles des particuliers au titre de la construction résidentielle, mais excluent l'achat de terrains, de constructions déjà existantes, de machines ou d'équipement d'occasion (à moins qu'ils n'aient été importés).

Investissements du secteur public

Il s'agit de dépenses en immobilisation des entreprises publiques et de l'administration publique, effectuées aux niveaux fédéral, provincial et local. Par ailleurs, l'administration publique provinciale inclut notamment les institutions d'enseignement et les établissements de santé et de services sociaux.

Permis de bâtir

La valeur des permis de bâtir correspond à la valeur des permis de construction émis par les municipalités de 10 000 habitants et plus, soit pour l'érection de nouveaux édifices, selon le type de construction (résidentiel, industriel, commercial, institutionnel et gouvernemental).

Conditions de vie et bien-être

Mesure du faible revenu

Mesure dont le seuil représente 50 % du revenu médian québécois après impôt des familles (incluant les personnes hors famille), préalablement ajusté en fonction de la taille et de la composition de la famille à l'aide d'une échelle d'équivalence. Ainsi, une famille est considérée comme à faible revenu lorsque son revenu ajusté est inférieur à ce seuil.

Éducation

Plus haut certificat, diplôme ou grade

Il s'agit d'une variable dérivée obtenue à partir des réponses aux questions sur les titres scolaires où l'on demandait de déclarer tous les certificats, diplômes ou grades obtenus. Cette variable comporte une hiérarchie implicite (diplôme d'études secondaires, certificat d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers, diplôme collégial, certificat, diplôme ou grade universitaire) qui est plus ou moins reliée à la durée des divers programmes d'études « en classe » menant aux titres scolaires en question. Toutefois, au niveau détaillé de la hiérarchie, un apprenti inscrit n'a pas toujours obtenu de diplôme d'études secondaires, de même qu'une personne possédant une maîtrise n'a pas nécessairement un certificat ou un diplôme supérieur au baccalauréat. Par conséquent, même si la liste des catégories n'est pas nécessairement hiérarchique, elle donne quand même une mesure générale de la réussite scolaire (Statistique Canada, 2008).

Santé

Personnel infirmier

La catégorie « infirmier » inclut à la fois les personnes qui ont effectué des études collégiales ou universitaires. Les infirmiers doivent posséder le permis d'exercice de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ) ou être en attente de le recevoir (MSSS, 2003). Les « infirmiers auxiliaires » sont les personnes qui détiennent un diplôme en soins infirmiers de 5^e secondaire et les « préposés aux bénéficiaires » font plutôt référence aux personnes qui ont suivi une formation *ad hoc* dans une institution d'enseignement reconnue (St-Pierre, 2001).

Personnel directement affecté aux soins

Le nombre de personnes directement affectées aux soins est calculé en « équivalent temps complet (ETC) » basé sur le décompte du nombre d'heures travaillées ou payées dans un établissement. Il est calculé par titre d'emploi et il est égal au quotient des heures travaillées ou payées par le nombre d'heures régulières de travail d'un employé à temps complet régulier dans ce titre d'emploi (MSSS, 2003). La région des personnes directement affectées aux soins est celle de traitement, donc celle de l'établissement où la personne travaille.

Taux d'occupation des lits dressés

Rapport, pour une année financière donnée, du nombre de jours-présence, pour une unité de service donnée, au nombre de lits dressés ou places internes observé au 31 mars de la même année, pour la même unité de service multiplié par 365 (INFO-STATS, 2005).

Culture et communications

Bibliothèque publique affiliée

Bibliothèque desservant une municipalité de moins de 5 000 habitants et affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Centre d'artistes

Centre d'artistes en arts visuels et en arts médiatiques soutenu par le Conseil des arts et des lettres du Québec.

Institution muséale

Regroupe les musées, les centres d'exposition et les lieux d'interprétation.

Point de service d'une bibliothèque publique autonome

Antenne d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de 5 000 habitants et plus ou d'une bibliothèque publique qui dessert une municipalité de moins de 5 000 habitants et qui n'est pas affiliée à un centre régional de services aux bibliothèques publiques.

Salle de spectacle

Salle ou lieu où sont présentés des spectacles payants en arts de la scène, selon l'Enquête sur la fréquentation des spectacles de l'Institut de la statistique du Québec.

Spectacle payant en arts de la scène

Représentation payante d'un spectacle de théâtre, de danse, de musique, de chanson ou de variétés, à l'exclusion des spectacles où le droit d'entrée prend la forme d'un passeport ou d'un macaron valide pour l'ensemble d'un festival, des spectacles privés et des spectacles amateurs.

Tableau comparatif pour les régions administratives et les CRÉ de la Montérégie

	PIB par habitant		Revenu personnel disponible par habitant		Taux de chômage	Taux de faible revenu des familles	Dép. en immob.	Population au 1 ^{er} juillet	
	2009 ^{ep}	Var. 09/08	2009 ^p	Var. 09/08	2009	2007	Var. 10/09	2009 ^p	TAAM ¹ 2006-2009
	\$	%	\$	%	%	%	%	n	pour mille
Bas-Saint-Laurent	28 377	0,0	22 315	1,7	9,2	7,7	- 1,7	200 756	- 1,3
Saguenay-Lac-Saint-Jean	33 303	- 2,6	23 599	2,0	10,0	7,4	3,6	273 264	- 1,0
Capitale-Nationale	40 449	- 0,3	27 429	4,0	5,2	6,3	4,9	687 810	9,4
Mauricie	30 478	- 1,5	22 917	1,2	9,6	10,0	- 5,1	262 399	2,7
Estrie	29 449	- 2,1	23 364	0,6	7,5	9,1	1,5	307 389	7,0
Montréal	50 012	- 1,1	27 462	1,9	11,1	16,8	1,8	1 906 811	5,9
Outaouais	28 944	- 0,1	26 104	5,8	6,3	9,4	10,6	358 872	13,3
Abitibi-Témiscamingue	34 834	- 1,4	25 192	1,4	9,5	8,6	20,4	145 886	2,3
Côte-Nord	48 689	- 1,8	26 491	2,0	9,7	10,1	56,8	95 704	- 3,0
Nord-du-Québec	73 785	0,3	29 415	- 47,9	9,7	17,5	18,9	41 479	9,8
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23 263	0,9	21 580	2,6	15,6	10,4	36,3	94 067	- 3,9
Chaudière-Appalaches	32 216	- 1,5	24 725	1,5	5,9	5,7	- 4,3	403 011	5,1
Laval	31 006	- 1,6	26 442	0,5	7,6	8,0	- 10,8	391 893	17,0
Lanaudière	23 140	- 1,6	24 619	1,5	8,2	8,1	- 1,6	457 962	18,1
Laurentides	29 469	- 1,5	26 137	2,2	7,8	8,1	- 3,3	542 416	15,1
Montérégie	30 404	- 1,9	26 966	2,1	7,6	8,0	2,6	1 428 475	10,8
CRÉ – Longueuil	34 682	- 1,7	28 834	2,9	..	8,9	7,9	399 279	8,8
CRÉ – Montérégie Est	30 747	- 2,2	26 252	1,7	..	7,0	0,3	616 383	8,8
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	25 753	- 1,6	26 224	2,0	..	8,6	- 0,2	412 813	15,7
Centre-du-Québec	32 707	- 2,9	22 972	- 0,1	7,1	8,5	- 16,1	230 685	6,9
Ensemble du Québec	36 161	- 1,4	26 031	1,5	8,5	9,9	3,6	7 828 879	8,5

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

2. La région du Nord-du-Québec est incluse dans la Côte-Nord.

Tableau comparatif pour les MRC et TE des CRÉ de la Montérégie

	Revenu personnel disponible par habitant		Taux de travailleurs de 25 à 64 ans	Taux de faible revenu des familles	Population au 1 ^{er} juillet		Accroissement naturel	Solde migratoire interne
	2009 ^p	Var. 09/08	2009 ^p	2007	2009 ^p	TAAM ¹ 2006-2009	2009 ^p	2008-2009 ²
	\$	%	%	%	n	pour mille	n	n
Montérégie	26 966	2,1	76,2	8,0	1 428 475	10,8	6 699	4 861
CRÉ – Longueuil	28 834	2,9	74,1	8,9	399 279	8,8	1 396	- 36
CRÉ – Montérégie Est	26 252	1,7	77,2	7,0	616 383	8,8	3 019	1 836
Brome-Missisquoi	24 176	3,0	71,2	9,3	47 293	2,5	60	- 3
La Haute-Yamaska	25 583	2,2	75,8	7,7	89 799	13,3	415	210
Acton	20 254	- 3,4	71,1	9,0	15 280	- 2,8	35	- 81
Le Bas-Richelieu	23 984	2,3	67,5	9,1	50 296	1,1	- 47	1
Les Maskoutains	24 506	- 0,2	76,2	8,5	82 360	4,1	236	- 59
Rouville	25 078	- 0,3	80,4	7,5	33 800	21,4	228	734
Le Haut-Richelieu	24 857	1,9	75,8	7,6	113 246	9,9	570	325
La Vallée-du-Richelieu	30 374	1,6	83,0	4,4	112 868	14,8	882	825
Lajemmerais	29 616	2,8	83,1	3,9	71 441	3,8	639	- 116
CRÉ – Vallée-du-Haut-Saint-Laurent	26 224	2,0	77,0	8,6	412 813	15,7	2 284	3 061
Roussillon	26 425	2,3	77,5	7,1	168 647	15,2	948	932
Les Jardins-de-Napierville	24 724	- 0,5	82,0	..	25 439	14,0	153	72
Le Haut-Saint-Laurent	20 251	3,2	61,4	20,0	24 670	- 4,9	30	- 77
Beauharnois-Salaberry	22 802	1,1	69,5	9,2	61 757	3,2	44	190
Vaudreuil-Soulanges	28 967	2,1	81,6	5,4	132 300	26,8	1 110	1 944
Ensemble du Québec	26 031	1,5	72,5	9,9	7 828 879	8,5	31 400	...

1. TAAM : taux d'accroissement annuel moyen.

2. Année du 1^{er} juillet au 30 juin.

CRÉ – Longueuil

Superficie en terre ferme (2008)	281,9 km ²
Densité de population (2008).....	1 390,8 hab./km ²
Population totale (2008 ^o).....	399 279 hab.
Accroissement naturel (2009 ^o).....	1 396 hab.
Solde migratoire interrégional (2008-2009) ¹	-36 hab.
PIB aux prix de base (2009).....	13 847,6 M\$
PIB par habitant (2009).....	34 682 \$
Revenu personnel disponible par habitant (2009)	28 834 \$
Taux de travailleurs de 25 à 64 ans (2009)	74,1 %
Taux de faible revenu des familles (2007).....	8,9 %
Dépenses en immobilisation (2010).....	3 613,8 M\$

1. Année du 1^{er} juillet au 30 juin.